



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION GUADELOUPE

**DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT**

**Mission Développement Durable
Évaluation Environnementale**

Autorité Environnementale

Arrêté n° 2014-126 / DEAL/MDD

**portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du
code de l'environnement**

concernant la demande de la Société "Pierre et Vacances"

La préfète de la région Guadeloupe,
préfète de la Guadeloupe,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

- Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
 - Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
 - Vu** l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
 - Vu** l'arrêté de la préfète de la région Guadeloupe n°2013-024 du 14 février 2013, accordant délégation de signature à Monsieur Daniel NICOLAS, directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) de la Guadeloupe ;
 - Vu** la demande d'examen au cas par cas n°CC-2014-126/DEAL/MDDEE, présentée par Monsieur MOROSOLLI Alexandre, Directeur de la zone Guadeloupe de la SET "Pierre et Vacances", relative au projet de "**ré-ensablement de la plage du domaine Pierre et vacances et pérennisation de ce chargement par la mise en œuvre d'un ouvrage immergé destiné à combattre l'érosion**", commune de SAINTE-ANNE, reçue le 24 juin 2014 et complétée le 3 juillet 2014 ;
 - Vu** l'avis de l'Agence Régionale de la Santé en date du 17 juillet 2014 ;
- Considérant** que ce projet relève de la rubrique 51° (Travaux, ouvrages et aménagements sur le domaine public maritime et sur les cours d'eau), sous rubriques e) et h) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, qui soumet à la procédure du cas par cas la construction d'ouvrages destinés à combattre l'érosion d'une emprise totale inférieure à 2.000m² et les travaux de rechargement de plages d'un volume inférieur à 10.000 m³;
- Considérant** que le projet prévoit le rechargement en sable d'environ 3.500 m³;
- Considérant** que le projet prévoit la mise en place d'un ouvrage stabilisateur STABIPLAGE® dont l'emprise sur le fond marin sera d'environ 480 m²;

Considérant les éléments complémentaires apportés par le pétitionnaire, notamment sur un aménagement similaire mis en place en Martinique (Anse Figuier, commune de Rivières Pilote);

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Arrête

Article 1^{er} – Le projet de ré-ensablement de la plage du domaine Pierre et vacances et pérennisation de ce chargement par la mise en œuvre d'un ouvrage immergé destiné à combattre l'érosion, commune de Sainte-Anne, **n'est pas soumis à étude d'impact** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 - La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 - Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Fait à Basse-Terre, le 12 AOUT 2014

Pour la préfète, et par délégation,
le directeur de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
Le Directeur par Intérim
Directeur Adjoint

V. Royer

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :

Le **recours administratif** préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être :

- formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale
- adressé à

*Madame la préfète de région
Préfecture de la Guadeloupe
4, rue de Lardenoy
97109 Basse-Terre cedex*

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Le **recours gracieux** doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

*Madame la préfète de région
Préfecture de la Guadeloupe
4, rue de Lardenoy
97109 Basse-Terre cedex*

Le **recours hiérarchique** doit être formé dans le délai de **deux mois**. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

*Monsieur le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Grande arche
Tour Pascal A et B
92055 La Défense cedex*

Le **recours contentieux** doit être formé dans le délai de **deux mois** à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

*Tribunal administratif de Basse-Terre
Quartier d'Orléans
Allée Maurice Micauts
97109 Basse-Terre cedex*